

10/2022

ACCORD TRIPARTITE TRIPARTITE ABKOMMEN

**Solidaritéits
Pak 2.0**



Verantwortung iwwerhuelen
Wuelstand erhalen



**Avoir un temps d'avance sur demain,
c'est renforcer le pouvoir d'achat.**

**Morgen einen Schritt voraus bedeutet,
Kaufkraft zu stärken.**



SOMMAIRE | INHALT

- 3 Editorial
- 5 LCGB-INFO du 29 septembre 2022
Publication sur le terrain
« Un résultat de négociations, qui garantit le pouvoir d'achat et l'existence des salariés et pensionnés »
Veröffentlichung in den Unternehmen
„Ein Verhandlungsergebnis, das die Kaufkraft und die Existenz der Arbeitnehmer und Rentner sichert“
- 7 Communiqué de presse du 26 septembre 2022
Pressemitteilung vom 26. September 2022
- 9 Le « Solidaritétpak 2.0 » et ses mesures
Der „Solidaritétpak 2.0“ und seine Maßnahmen
- 15 Crédit d'impôt énergie
Energiesteuerergutschrift
- 16 Exemples de calcul
Rechenbeispiele

EDITORIAL

“L'accord tripartite « Solidaritétspak » a été signé le 31 mars 2022. Il était une réponse adaptée à la situation de ce moment, marquée par une flambée des prix de l'énergie, un renchérissement des matières premières et des perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement dus à deux ans de crise sanitaire et l'éclatement de la guerre en Ukraine début 2022.

Malheureusement, la situation s'est aggravée au cours des mois suivants sur un fonds d'imprévisibilité et d'incertitudes. En printemps comme en automne 2022, ce sont les salariés qui sont doublement impactés par la crise comme ils courent à la fois le risque de perdre leur pouvoir d'achat que de perdre leur emploi. Cette incertitude existentielle est la conséquence directe de la volatilité de l'économie et de son évolution.

La tripartite a donc dû trouver un nouvel accord adapté à l'aggravation de la situation socio-économique. Pour ces négociations tripartites, le LCGB s'est basé sur deux priorités complémentaires. La première était la défense et le renforcement du pouvoir d'achat des salariés et des rentiers. La deuxième priorité du LCGB était celle de la sauvegarde des existences. De nombreuses entreprises ont un grand besoin en énergie pour pouvoir assurer leur production ou leur activité. Dans ce contexte, il faudra trouver des solutions adéquates afin de préserver les emplois. Il ne faut pas oublier que ces emplois sont occupés par des salariés qui en ont besoin pour nourrir leurs familles.

Le nouvel accord tripartite « Solidaritétspak 2.0 » signé en date du 28 septembre 2022, vise justement à soutenir le pouvoir d'achat des ménages et à préserver les emplois. En effet, la crise énergétique provoquée par une situation de guerre en Ukraine ne doit pas

entraîner une crise sociale avec à la clé une vague de chômage et une perte supplémentaire du pouvoir d'achat. N'oublions pas que lors de la crise sanitaire, nous avons réussi, grâce au chômage partiel, de maintenir l'emploi, en dépit d'un impact sur la situation financière des salariés.

De ce fait, les trois organisations syndicales ont défendu lors des négociations tripartites quatre revendications-clés à savoir le frein de l'inflation galopante, l'application de l'index, des allègements et plus d'équité fiscale, des aides énergétiques rapides pour les ménages et les entreprises.

“**L'accord trouvé reflète largement ces revendications syndicales et permet dès octobre 2022 de plafonner considérablement les hausses déjà annoncées du prix du gaz et de l'électricité.**

L'indexation automatique des salaires reste garantie et aucune tranche ne sera supprimée et hormis le report déjà décidé pour la tranche indiciaire de juillet 2022 à avril 2023, toute nouvelle tranche indiciaire sera applicable dès qu'elle tombera. De nombreuses aides énergétiques ont été retenues et seront implémentées au cours des mois à venir. Et bien que le barème fiscal reste pour l'instant inchangé, le LCGB et les autres organisations syndicales continueront à militer pour plus d'équité fiscale et avant tout des allègements fiscaux pour les ménages à revenus modestes et moyens.

Force est de constater que le Tripartite a su trouver un accord équilibré face à une des pires crises que nous n'avions jamais vécues. Avec un paquet de mesures historiques en termes de moyens financiers, le Gouvernement s'engage à dépenser 1,1 milliards € afin

de soutenir les ménages et entreprises et les jalons ont été posés pour freiner l'inflation, renforcer le pouvoir d'achat et sauvegarder les emplois. Et si la situation venait à s'empirer, une nouvelle clause de rendez-vous a été donnée pour reconvoquer la Tripartite nationale.

Au-delà de ces considérations, les responsables politiques devront également tirer les conséquences de la crise actuelle. Suite à la crise sidérurgique des années 1970, l'économie luxembourgeoise a connu une restructuration en profondeur. La crise financière de 2008 et 2009 a entraîné des décisions et mesures pour assainir le système financier. La crise sanitaire ainsi que la crise actuelle, déclenchée par la guerre en Ukraine, ont révélé la trop forte dépendance de l'Europe envers des pays tiers. Il est totalement inacceptable de continuer avec cette forte dépendance pour se fournir en médicaments, en gaz ou en carburant et ceci surtout face à des États autoritaires qui ne partagent nullement nos valeurs.

Le LCGB revendique que le gouvernement luxembourgeois s'engage à l'échelle européenne pour rendre notre continent stratégiquement plus autonome.

Au grand final, l'Union européenne doit tirer les bonnes conclusions de cette double crise et travailler prioritairement avec des pays qui respectent nos valeurs démocratiques. Dans le cas où des États autoritaires restent incontournables, comme notamment pour l'énergie fossile, il est important de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. La plus grande erreur fut de se rendre aussi dépendant de la Russie, ce qui nous expose au risque de chantage. Il existe une menace sur nos démocraties. Ce genre de scénario est à avorter au plus vite.



EDITORIAL

„Das Tripartite-Abkommen „Solidaritätspak“ wurde am 31. März 2022 unterzeichnet. Dieses bot angemessene Maßnahmen entsprechend der damaligen Situation, die durch hohe Energiepreise, steigende Rohstoffpreise und das anhaltende Lieferkettenproblem aufgrund der zweijährigen Gesundheitskrise und des Ausbruchs des Krieges in der Ukraine Anfang 2022 gekennzeichnet war.

Leider verschlechterte sich die Lage in den folgenden Monaten aufgrund von Unvorhersehbarkeit und Ungewissheit. Im Frühjahr sowie im Herbst 2022 sind insbesondere die Arbeitnehmer doppelt von der Krise betroffen, da sie sowohl den Verlust ihrer Kaufkraft als auch ihres Arbeitsplatzes zu befürchten haben. Diese existenzielle Verunsicherung ist eine direkte Folge der Volatilität der Wirtschaft und ihrer Entwicklung.

Die Tripartite war daher gefordert, eine neue Einigung zu finden, die der sich verschlechternden sozioökonomischen Situation gerecht wurde. Der LCGB stützte sich bei diesen Verhandlungen auf zwei sich ergänzende Prioritäten. Die erste war die Verteidigung und Stärkung der Kaufkraft der Arbeitnehmer und der Rentner. Die zweite Priorität des LCGB war die Existenzsicherung der Arbeitnehmer. Viele Unternehmen benötigen einen hohen Energiebedarf, um ihre Produktion oder ihren Betrieb aufrechterhalten zu können. In diesem Zusammenhang müssen geeignete Lösungen gefunden werden, um die Arbeitsplätze zu erhalten. Man darf nicht vergessen, dass diese Arbeitsplätze von Arbeitnehmern besetzt sind, die diese benötigen, um ihre Familien zu ernähren.

Das neue Tripartite-Abkommen „Solidaritätspak 2.0“, das am 28. September 2022 unterzeichnet wurde, verfolgt genau das Ziel, die Kaufkraft der Haushalte zu stützen und Arbeitsplätze zu erhalten. Die Kriegssituation in der Ukraine darf nicht zu einer sozialen Krise führen, mit einer Welle an

Arbeitslosigkeit und Kaufkraftverlust als Folge. Wir dürfen nicht vergessen, dass es uns während der Gesundheitskrise gelungen ist, durch Kurzarbeit Arbeitsplätze zu erhalten, auch wenn dies Auswirkungen auf die finanzielle Situation der Arbeitnehmer hatte.

Aus diesem Grund haben die drei Gewerkschaften bei den Tripartite-Verhandlungen vier Kernforderungen vertreten, nämlich die Eindämmung der rasanten Inflation, die Anwendung des Indexes, Steuererleichterungen und mehr Steuergerechtigkeit sowie schnelle Energiehilfen für Haushalte und Unternehmen.

„Die erzielte Einigung spiegelt diese Gewerkschaftsforderungen weitgehend wider und ermöglicht ab Oktober 2022 eine deutliche Deckelung der bereits angekündigten Gas- und Strompreiserhöhungen.“

Die automatische Indexierung der Löhne bleibt garantiert und keine Tranche wird abgeschafft. Abgesehen von der bereits beschlossenen Verlegung der Indextranche von Juli 2022 auf April 2023 wird jede neue Indextranche angewandt, sobald sie erfüllt. Zahlreiche Energiebeihilfen wurden beschlossen und werden in den kommenden Monaten umgesetzt. Obwohl die Steuertabelle vorerst unverändert bleibt, werden sich der LCGB und die anderen Gewerkschaften weiterhin für mehr Steuergerechtigkeit und vor allem für Steuererleichterungen für Haushalte mit niedrigem und mittlerem Einkommen einsetzen.

Angesichts einer der schlimmsten Krisen, die wir je erlebt haben, muss man festhalten, dass die Tripartite eine ausgewogene Einigung erzielen konnte. Mit einem in finanzieller Hinsicht historischen Maßnahmenpaket verpflichtet sich die Regierung 1,1 Milliarden € zur Unterstützung von Haushalten und Unternehmen bereitzustellen und somit die Weichen zu stellen, um die Infla-

tion zu bremsen, die Kaufkraft zu stärken und Arbeitsplätze zu sichern. Und sollte sich die Lage weiter verschlechtern, wurde eine neue Terminklausel für die erneute Einberufung der nationalen Tripartite vereinbart.

Abgesehen von diesen Ausführungen müssen die politischen Entscheidungsträger auch die Konsequenzen aus der aktuellen Krise ziehen. Infolge der Stahlkrise in den 1970er Jahren wurde die luxemburgische Wirtschaft tiefgreifend umstrukturiert. Die Finanzkrise der Jahre 2008 und 2009 führte zu Entscheidungen und Maßnahmen zur Sanierung des Finanzsystems. Die Gesundheitskrise sowie die aktuelle Krise, die durch den Krieg in der Ukraine ausgelöst wurde, haben die zu starke Abhängigkeit Europas von Drittländern aufgezeigt. Eine weitere starke Abhängigkeit bei der Versorgung mit Medikamenten, Gas oder Treibstoff, und dies vor allem von autoritären Staaten, die unsere Werte in keiner Weise teilen, ist völlig inakzeptabel.

Der LCGB fordert, dass sich die luxemburgische Regierung auf europäischer Ebene dafür einsetzt, unseren Kontinent strategisch unabhängiger zu machen.

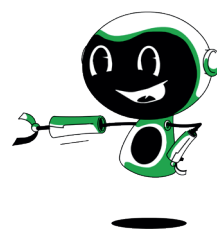
Letztendlich muss die Europäische Union die richtigen Schlüsse aus dieser doppelten Krise ziehen und vorrangig mit Ländern zusammenarbeiten, die unsere demokratischen Werte respektieren. Für den Fall, dass autoritäre Staaten weiterhin unumgänglich sind, wie insbesondere im Bereich der fossilen Energie, ist es wichtig, nicht alle Eier in einen Korb zu legen. Es war ein großer Fehler, sich so abhängig von Russland und somit erpressbar zu machen. Dies stellt eine große Bedrohung für unsere Demokratien dar. Ein solches Szenario sollte so schnell wie möglich abgewendet werden.



Un résultat de négociation qui garantit le pouvoir d'achat et l'existence des salariés et pensionnés

Comme prévu dans l'accord tripartite du 31 mars 2022, le Premier Ministre a convoqué le comité de coordination tripartite face à la flambée inflationniste due à l'explosion des prix énergétiques. Les réunions du comité de la tripartite nationale ont eu lieu du 18 au 20 septembre 2022 afin de dégager des mesures visant à défendre le pouvoir d'achat des ménages et assurer la pérennité des entreprises et de leurs emplois.

Un accord de principe sur un paquet de mesures anti-inflationnistes a pu être trouvé le soir du 20 septembre 2022. Ce paquet de plus de 1 milliard € sera applicable jusqu'à la fin de 2023 et comprend les mesures suivantes :



- la hausse des prix du gaz sera limitée dès le 1^{er} octobre 2022 à +15 % par rapport à leur niveau actuel ;
- les prix de l'électricité sont gelés pour 2023 à leur niveau actuel ;
- une réduction de 15 cents par litre de mazout de chauffage pour 2023 ;
- la prolongation des montants augmentés de l'allocation de vie chère et de la prime énergie pour 2023 ;
- une augmentation de 3,3 % du salaire social minimum au 1^{er} janvier 2023 ;
- le maintien intégral du système de l'indexation automatique des salaires ;
- un plafonnement des prix de pension des structures d'hébergement pour personnes âgées par une contribution étatique au financement de la hausse des prix énergétiques ;
- une baisse des taux de TVA de 1 % en 2023 (les taux applicables correspondront ainsi temporairement à 16 % pour le taux de TVA normal, 13 % pour le taux intermédiaire et 7 % pour le taux réduit) ;
- l'introduction d'une nouvelle aide en matière énergétique pour les petites et moyennes entreprises similaire à celle mise en place en mars 2022 pour les entreprises grandes consommatrices d'énergie ;
- une réforme du système de la bonification d'impôt pour investissement afin d'accélérer la transition énergétique et digitale des entreprises ;
- l'abolition du système des avances sur cotisations sociales pour début 2023 afin d'augmenter les liquidités des entreprises ;
- l'engagement d'un suivi régulier de la situation entre partenaires sociaux et le maintien d'une clause de rendez-vous d'une nouvelle Tripartite nationale en cas d'aggravation de la situation socio-économique du pays, il a en outre été convenu de tirer à la fin d'accord un bilan sur les aides versées.

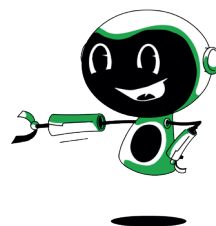
i

Grâce à l'engagement du LCGB, ensemble avec les deux autres organisations syndicales ayant la représentativité nationale, la Tripartite nationale a su dégager des solutions pour freiner massivement l'envolée inflationniste et réduire rapidement les dépenses énergétiques des salariés et pensionnés. La compensation des pertes du pouvoir d'achat reste en outre garantie par le maintien intégral de l'indexation automatique des salariés et pensionnés. La prochaine tranche indiciaire est actuellement prévue pour février 2023 suivie de celle reportée à avril 2023. Toute tranche subséquente tombera dès qu'elle est due. Des aides ciblées aux entreprises visent en outre à assurer la pérennité des activités économiques des entreprises et des emplois y rattachés.

Ein Verhandlungsergebnis, das die Kaufkraft und die Existenz der Arbeitnehmer und Rentner sichert

Wie im Tripartite-Abkommen vom 31. März 2022 vorgesehen, berief der Premierminister angesichts der steigenden Inflation aufgrund der Energiepreisexplosion den Tripartite-Koordinationsausschuss ein. Die Tripartite-Sitzungen fanden vom 18. bis 20. September 2022 statt, um Maßnahmen zur Wahrung der Kaufkraft der Haushalte und zur Sicherung der Unternehmen und Beschäftigung zu erarbeiten.

Am Abend des 20. September 2022 konnte eine Grundsatzvereinbarung über ein Paket von Anti-Inflationsmaßnahmen erzielt werden. Dieses Paket im Wert von über 1 Mrd. € wird bis Ende 2023 gelten und umfasst folgende Maßnahmen:



- Begrenzung der Gaspreissteigerung ab dem 1. Oktober 2022 auf + 15 % des aktuellen Preisniveaus;
- Einfrieren der Strompreise für 2023 auf ihrem derzeitigen Niveau;
- Senkung des Heizölpreises um 15 Cent pro Liter für 2023;
- Verlängerung der erhöhten Beträge der Teuerungszulage und der Energieprämie für 2023;
- Erhöhung des sozialen Mindestlohns um 3,3 % zum 1. Januar 2023;
- vollständige Beibehaltung der automatischen Lohnindexierung;
- Deckelung der Pensionspreise in Altenpflegeeinrichtungen durch einen staatlichen Beitrag zur Finanzierung der steigenden Energiepreise;
- Senkung der Mehrwertsteuersätze in 2023 um 1% (folgenden Sätze werden somit vorübergehend gelten: 16% für den normalen Mehrwertsteuersatz, 13% für den mittleren Satz und 7% für den ermäßigten Satz);
- Einführung einer neuen Energiebeihilfe für kleine und mittlere Unternehmen, die der im März 2022 eingeführten Beihilfe für energieintensive Unternehmen ähnelt;
- Reform der Steuervergünstigungen für Investitionen, um die Energiewende und Digitalisierung von Unternehmen zu beschleunigen;
- Abschaffung der Vorschüsse auf Sozialversicherungsbeiträge für Anfang 2023, um die Liquidität der Unternehmen zu erhöhen;
- Verpflichtung der Sozialpartner zu einer regelmäßigen Prüfung der Situation und die Beibehaltung einer Termini-klausel für eine neue nationale Tripartite im Falle einer Verschlechterung der sozioökonomischen Lage des Landes; außerdem wurde vereinbart, am Ende des Abkommens eine Bilanz über die gezahlten Beihilfen zu ziehen.

i

Dank des Einsatzes des LCGB, zusammen mit den beiden anderen national repräsentativen Gewerkschaften, konnte die nationale Tripartite Lösungen ausarbeiten, um die Inflation massiv zu bremsen und somit die Energiekosten der Arbeitnehmer und Rentner rasch zu dämpfen. Der Ausgleich von Kaufkraftverlusten bleibt zudem durch die vollständige Beibehaltung der automatischen Indexierung für Arbeitnehmer und Rentner gewährleistet. Die nächste Indextranche ist derzeit für Februar 2023 vorgesehen, gefolgt von der auf April 2023 verschobenen Indextranche. Alle eventuell nachfolgenden Tranchen werden fallen, sobald sie fällig sind. Gezielte Hilfen für Unternehmen sollen zudem den Fortbestand der Wirtschaftstätigkeit und der Arbeitsplätze sichern.

Veröffentlichung in den Unternehmen

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 26 SEPTEMBRE 2022

PRESSEMITTEILUNG VOM 26. SEPTEMBER 2022

Tripartite nationale

Accord approuvé par le comité central !

Face à l'inflation élevée due à l'explosion des prix énergétiques, le Premier Ministre a convoqué le 18 septembre 2022 le comité de coordination tripartite. Trois journées de réunions de négociations intensives et constructives ont débouché le 20 septembre 2022 sur un paquet de mesures anti-inflationnistes pour soutenir les ménages et entreprises par une lutte conséquente contre l'inflation. Lors de sa réunion du 26 septembre 2022, le résultat de négociations a été soumis et unanimement approuvé par les membres du comité central.

Compte tenu d'un approvisionnement difficile en matières premières et demi-produits et d'un renchérissement énorme du gaz, l'évolution économique des mois à venir reste fortement imprévisible. Il en résulte que la situation économique et sociale s'est nettement détériorée depuis la signature de l'accord tripartite du 31 mars 2022. Ce constat fut confirmé par les dernières prévisions macroéconomiques du STATEC, publiées le 15 septembre 2022.

De ce fait, le comité de coordination tripartite s'est penché sur cette situation de crise et a ficelé un paquet à hauteur de plus de 1 milliard €. Les principales mesures de ce paquet, visant à défendre le pouvoir d'achat des salariés et pensionnés et assurer la pérennité des entreprises et de leurs emplois, se résument comme suit :

- une limitation de la hausse des prix du gaz dès le 1^{er} octobre 2022 à +15 % par rapport au prix moyen de septembre 2022 ;
- le gel des prix de l'électricité des ménages à leur niveau actuel pour toute l'année 2023 ;
- une réduction de 15 cents par litre de mazout de chauffage pour les ménages de novembre 2022 à décembre 2023 ;
- la reconduction de la prime énergie pour 2023 ;
- l'augmentation des aides financières « Klimabonus » des ménages pour favoriser la transition vers les énergies renouvelables et la rénovation énergétique ;
- une augmentation de 3,3 % du salaire social minimum au 1^{er} janvier 2023 ;
- le maintien intégral du système de l'indexation automatique des salaires ;
- une participation de l'État au financement de la hausse des prix énergétiques pour les structures d'hébergement pour personnes âgées ;
- une baisse temporaire des taux de TVA de 1 % pour 2023 (les taux applicables correspondront ainsi à 16 % pour le taux de TVA normal, 13 % pour le taux intermédiaire et 7 % pour le taux réduit) ;
- l'introduction d'une nouvelle aide en matière énergétique pour les petites et moyennes entreprises similaire à celle mise en place en mars 2022 pour les entreprises grandes consommatrices d'énergie ;
- une réforme du système de la bonification d'impôt pour investissement afin d'accélérer la transition énergétique et digitale des entreprises ;
- la promotion de l'autoconsommation d'électricité photovoltaïque auprès des entreprises ;
- l'abolition du système des acomptes sur cotisations sociales pour début 2023 afin d'augmenter les liquidités des entreprises ;
- l'engagement d'un suivi de l'application de la baisse de la TVA sur les prix des produits et services ;
- le maintien d'une clause de rendez-vous d'une nouvelle Tripartite nationale en cas d'aggravation de la situation socio-économique du pays.



Grâce à l'engagement du LCGB, ensemble avec les deux autres organisations syndicales ayant la représentativité nationale, la Tripartite nationale a su dégager des solutions pour freiner massivement l'envolée inflationniste et réduire rapidement les dépenses énergétiques des ménages. Pour le LCGB, les mesures décidées constituent un paquet ambitieux, équilibré et adapté à la situation de crise actuelle et à l'imprévisibilité de l'évolution socio-économique dans les mois à venir. Une fois de plus, la Tripartite nationale constitue la force du modèle social luxembourgeois comme elle a su trouver des solutions aux problèmes socio-économiques du pays.

En conclusion, la gravité de la situation actuelle n'a pas conduit à une remise en cause de l'indexation automatique des salariés et pensionnés, garant par excellence d'une compensation des pertes de pouvoir d'achat. La tranche reportée à avril 2023 n'a pas été remise en cause et le crédit d'impôt énergie introduit à titre de compensation pour ce report restera d'application jusqu'en mars 2023. En parallèle, toute nouvelle tranche indiciaire sera d'application conformément au cadre légal. Des aides ciblées aux entreprises visent en outre à assurer la pérennité des activités économiques des entreprises et des emplois y rattachés.

Nationale Tripartite

Abkommen vom Zentralkomitee gebilligt!

Angesichts der hohen Inflation aufgrund der Energiepreisexplosion hat der Premierminister am 18. September 2022 den Koordinationsausschuss der Tripartite einberufen. Drei Tage intensiver und konstruktiver Verhandlungen führten am 20. September 2022 zu einem Paket mit Anti-Inflationsmaßnahmen, um Haushalte und Unternehmen durch konsequente Inflationsbekämpfung zu unterstützen. Auf seiner Sitzung am 26. September 2022 wurde das Verhandlungsergebnis den Mitgliedern des Zentralkomitees des LCGB vorgelegt und einstimmig angenommen.

Angesichts der Versorgungsengpässe mit Rohstoffen und Halbfabrikaten sowie einer enormen Verteuerung des Gases, bleibt die wirtschaftliche Entwicklung der kommenden Monate in hohem Maße unvorhersehbar. Infolgedessen hat sich die wirtschaftliche und soziale Lage seit der Unterzeichnung des Tripartite-Abkommens vom 31. März 2022 deutlich verschlechtert. Diese Feststellung wurde durch die jüngsten makroökonomischen Prognosen des STATEC, die am 15. September 2022 veröffentlicht wurden, bestätigt. Daher befasste sich die Tripartite erneut mit dieser außergewöhnlichen Krisensituation, um den Rückgang der Kaufkraft der Arbeitnehmer und Rentner zu bekämpfen und die wirtschaftlichen Aktivitäten der Unternehmen und ihre Arbeitsplätze zu sichern.

Daher befasst sich die Tripartite erneut mit dieser Krisensituation und stellte ein Paket im Wert von über 1 Milliarde € zusammen. Die wichtigsten Maßnahmen dieses Pakets, mit dem die Kaufkraft der Arbeitnehmer und Rentner verteidigt und der Fortbestand der Unternehmen und ihrer Arbeitsplätze gesichert werden soll, lassen sich wie folgt zusammenfassen:



- Begrenzung der Gaspreissteigerung ab dem 1. Oktober 2022 auf + 15 % des Durchschnittspreises von September 2022;
- Einfrieren der Strompreise der Haushalte auf ihrem derzeitigen Niveau für das gesamte Jahr 2023;
- Senkung des Heizölpreises für Haushalte um 15 Cent pro Liter von November 2022 bis Dezember 2023;
- Fortsetzung der Energieprämie für 2023;
- Erhöhung der Finanzhilfen „Klimabonus“ für Haushalte, um den Übergang zu erneuerbaren Energien und energetischen Renovierungen zu fördern;
- Erhöhung des sozialen Mindestlohns um 3,3 % zum 1. Januar 2023;
- vollständige Beibehaltung der automatischen Lohnindexierung;
- staatliche Beteiligung an der Finanzierung des Energiepreisanstiegs für Senioren- und Pflegeeinrichtungen;
- zeitweilige Senkung der Mehrwertsteuersätze in 2023 um 1% (folgenden Sätze werden somit vorübergehend gelten: 16% für den normalen Mehrwertsteuersatz, 13% für den mittleren Satz und 7% für den ermäßigten Satz);
- Einführung einer neuen Energiebeihilfe für kleine und mittlere Unternehmen, die der im März 2022 eingeführten Beihilfe für energieintensive Unternehmen ähnelt;
- Reform der Steuervergünstigungen für Investitionen, um die Energiewende und Digitalisierung von Unternehmen zu beschleunigen;
- Förderung Photovoltaik-Eigenverbrauchs von Strom durch Unternehmen;
- Abschaffung der Abschlagszahlungen auf Sozialversicherungsbeiträge für Anfang 2023, um die Liquidität der Unternehmen zu erhöhen;
- Verpflichtung zur Überwachung der Durchsetzung der Mehrwertsteuersenkung auf die Preise von Waren und Dienstleistungen;
- Beibehaltung einer Terminklausel für eine neue nationale Tripartite im Falle einer Verschlechterung der sozioökonomischen Lage des Landes.

Dank des Einsatzes des LCGB, zusammen mit den beiden anderen national repräsentativen Gewerkschaften, konnte die nationale Tripartite Lösungen ausarbeiten, um die Inflation massiv zu bremsen und somit die Energiekosten der Arbeitnehmer und Rentner rasch zu dämpfen. Für den LCGB stellen die beschlossenen Maßnahmen ein ehrgeiziges und ausgewogenes Paket dar, das der aktuellen Krisensituation und der Unvorhersehbarkeit der sozioökonomischen Entwicklung in den kommenden Monaten angemessen ist. Einmal mehr zeigt die nationale Tripartite die Stärke des luxemburgischen Sozialmodells, um Lösungen für die sozioökonomischen Probleme des Landes zu finden.

Abschließend muss angemerkt werden, dass der Ernst der aktuellen Lage nicht die automatische Lohnindexierung der Arbeitnehmer und Rentner in Frage gestellt hat, die ein Garant für einen Ausgleich der Kaufkraftverluste ist. Die auf April 2023 verschobene Tranche wurde nicht in Zweifel gezogen, und die als Ausgleich für diese Verschiebung eingeführte Energiesteuergutschrift wird bis März 2023 weiter gelten. Parallel dazu wird jede neue Indexstufe gemäß dem gesetzlichen Rahmen angewendet. Gezielte Hilfen für Unternehmen sollen darüber hinaus den Fortbestand der wirtschaftlichen Aktivitäten der Unternehmen und der damit verbundenen Arbeitsplätze sichern.



SOLIDARITÉITSPAK 2.0

Le Gouvernement et les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur un paquet historique à hauteur de 1,1 milliard € permettant de freiner considérablement l'inflation et d'aider les ménages et entreprises par des mesures spécifiques.

Mesures en faveur des ménages

Maintien intégral du système de l'indexation automatique

Toute future tranche indiciaire est appliquée conformément au cadre légal (application d'une tranche indiciaire de +2,5 % dès que l'inflation atteint 2,5 % de l'indice des prix à la consommation).

Maintien du crédit d'impôt énergie (CIE)

La tranche indiciaire reportée de juillet 2022 reste garantie au 1^{er} avril 2023 et à titre de compensation le crédit d'impôt énergie (CIE) continuera à être versée jusqu'au mois de mars 2023.

Il en est de même pour l'équivalent du crédit d'impôt (ECI) de 84 € pour les bénéficiaires du montant forfaitaire du revenu d'inclusion sociale (REVIS).

Adaptation du salaire social minimum

En sus des futures tranches indiciaires, le Gouvernement s'engage à augmenter le salaire social minimum de 3,3 % au 1^{er} janvier 2023.

Maintien des augmentations de l'allocation de vie chère

En 2023, l'allocation de vie chère pour les ménages à faible revenu reste fixée à :

- 1.652 € pour une personne seule ;
- 2.065 € pour une communauté de deux personnes ;
- 2.478 € pour une communauté de trois personnes ;
- 2.891 € pour une communauté de quatre personnes ;
- 3.304 € pour une communauté de cinq personnes et plus.

Reconduction de la prime énergie pour 2023

En 2023, les ménages à faible revenu peuvent continuer à bénéficier d'une prime énergie dont le montant se situe entre 200 € et 400 € et varie en fonction de la composition et du revenu du ménage.

Cette prime, exemptée d'impôts et de cotisations sociales, est destinée aux personnes dont les revenus bruts ne dépassent pas les plafonds limites de l'allocation de vie chère augmentés de 25 %.

Pour mémoire, les bénéficiaires de l'allocation de vie chère reçoivent automatiquement cette prime, de même que toute personne qui introduit une demande et remplit les conditions d'octroi pour l'allocation de vie chère. Les demandes d'obtention pour l'allocation de vie chère des personnes, qui sont rejetées en raison du dépassement du

plafond des revenus, sont automatiquement réexaminées pour déterminer si les conditions d'attribution pour la prime d'énergie sont remplies.

Limitation de la hausse des prix du gaz à +15 %

D'octobre 2022 à décembre 2023, une contribution étatique limite la hausse des prix du gaz +15 % par rapport au niveau de prix moyen de septembre 2022.

Cette mesure réduit considérablement l'impact des hausses successives annoncées du prix du gaz sur les clients résidentiels et sur l'inflation. Elle s'applique à tous les clients disposant de compteurs d'un flux horaire maximal inférieur à 65 m³.

Les clients raccordés à un réseau de chauffage sont également inclus dans cette mesure.

En outre, l'État continue à prendre en charge les frais de réseau jusqu'en décembre 2023.

Stabilisation du prix de l'électricité

Pour toute l'année 2023, le prix de l'électricité reste fixé au niveau de 2022 pour tous les clients résidentiels ayant une consommation annuelle inférieure à 25.000 kWh.

Augmentation à 15 cts/l de la subvention du prix du mazout de chauffage

De novembre 2022 jusqu'à décembre 2023, la contribution étatique de 7,5 cts/l sur le prix du mazout de chauffage est doublée à 15 cts/l.

Baisse temporaire des taux de TVA

Pour toute l'année 2023, le Gouvernement réduit temporairement de 1 % les taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Le taux de TVA normal baisse ainsi de 17 à 16 %, le taux intermédiaire de 14 à 13 % et le taux réduit de 8 à 7 %. Le taux super-réduit reste cependant fixé à 3 %.

Étude sur une subvention pour le gaz de pétrole

Le Gouvernement s'engage à analyser la nécessité, l'opportunité et la faisabilité technique d'une aide pour les ménages utilisant le gaz de pétrole liquéfié en citerne (propane en vrac ménager) pour le chauffage de leurs immeubles.

Participation de l'État au financement de la hausse des frais d'énergie des structures d'hébergement

Du 1^{er} octobre 2022 au 31 décembre 2023, l'État participe par une contribution au financement de la hausse des frais d'énergie

des centres intégrés pour personnes âgées (CIPA), logements encadrés et centres de jour psycho-gériatriques.

Cette contribution est calculée sur base d'une déclaration des coûts réels du dernier trimestre 2022 et de l'année 2023 par rapport à la consommation moyenne par structure au cours d'une période de référence allant de 2019 à juin 2022.

En contrepartie, tous les prestataires concernés doivent s'engager à n'appliquer aucune hausse des prix de pension à l'exception d'une éventuelle adaptation des tarifs à l'indice du coût de la vie.

Mesures pour accélérer la transition énergétique

Assainissement énergétique durable

Pour toute demande en vue de l'obtention d'un accord de principe faite entre le 1^{er} novembre 2022 et le 31 décembre 2023 : supplément de 25 % sur les aides financières « Klimabonus » allouées pour un assainissement énergétique durable.

Remplacement de chaudières

Pour toute commande entre le 1^{er} novembre 2022 et le 31 décembre 2023 : Augmentation du bonus de remplacement à 50 % pour les aides financières « Klimabonus » allouées dans le cas du remplacement d'une chaudière alimentée au combustible fossile existante ou

d'un chauffage électrique existant combiné à une amélioration de la performance énergétique du système de chauffage par une installation de chauffage basée sur de l'énergie renouvelable (pompe à chaleur, pompe à chaleur hybride et chaudière à bois).

Installations photovoltaïques

Pour toute commande entre le 1^{er} novembre 2022 et le 31 décembre 2023 : supplément de 25 % sur les aides financières « Klimabonus » allouées pour les installations photovoltaïques sous condition que le demandeur s'engage à opérer son installation en mode autoconsommation ou dans le cadre d'une commande énergétique.

Application du taux de TVA réduit de 3 % aux nouvelles installations photovoltaïques pour lesquelles la facture est émise après le 1^{er} janvier 2023.

Suspension de la dégression des rémunérations des nouvelles installations photovoltaïques au 1^{er} janvier 2023.

Pellets

Mise en place d'une mesure pour atténuer les hausses des prix de pellets pour les ménages qui se chauffent avec cette source d'énergie.

Mesures en faveur des entreprises

Aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie

Les aides déjà octroyées aux entreprises concernées sont étendues afin de faciliter la conclusion de contrats à long terme pour devenir moins dépendantes des fluctuations des prix de l'énergie.

Le Gouvernement s'engage en outre à exiger au niveau européen un « level playing field » des entreprises luxembourgeoises par rapport à leurs concurrents européens bénéficiant d'un avantage compétitif en raison de mesures de soutien plus avantageuses dans leurs pays d'implantation.

Modification du régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie

L'aide étatique pour les entreprises grandes consommatrices d'énergie, introduite par la loi du 15 juillet 2022, est amendée en ce qui concerne la période de référence servant à déterminer l'intensité énergétique des entreprises.

Sous réserve d'une approbation par la Commission européenne, la nouvelle période de référence est dorénavant le mois pour lequel une demande d'aide est effectuée et non plus l'année 2021.

Pour mémoire, l'aide couvre 30 % des coûts éligibles sans pouvoir dépasser un maximum de 2 millions € par entreprise. Une augmentation de cette aide est possible si l'entreprise subit de pertes d'exploitation importantes ou si l'entreprise exerce des activités dans des secteurs ou sous-secteurs particulièrement exposés à la hausse des prix de l'énergie.

Nouvelle aide en matière énergétique pour les entreprises

Sous réserve d'une prolongation du « Temporary Crisis Framework » de la Commission européenne et d'une approbation par la Commission européenne, l'État va introduire une nouvelle aide visant à soutenir les entreprises dont les coûts énergétiques représentent au moins 2 % de leur chiffre d'affaires pour le mois pour lequel une demande est effectuée.

À partir d'une hausse de 80 % des prix de l'électricité et/ou du gaz par rapport à 2021, une subvention de 70 % du surcoût au-delà de la hausse de 80 % peut ainsi être allouée.

L'aide est plafonnée à 500.000 € et sera applicable jusqu'à juin 2023.

Adaptation du cadre légal de la bonification d'impôt pour investissement

Le cadre existant de la bonification d'impôt pour investissement est modernisé en profondeur en vue de favoriser les investissements effectués par les entreprises dans la transformation digitale ou dans le cadre d'un projet de transition énergétique et écologique.

Cette adaptation se fera à impact budgétaire constant et sera applicable à partir de l'année 2024.

Promotion de l'autoconsommation d'électricité photovoltaïque

Afin de mettre les entreprises à l'abri des fluctuations de prix de l'électricité, le Gouvernement veut davantage inciter les entreprises à produire en totalité ou partiellement leur propre énergie.

Soutien aux contrats à long terme pour l'approvisionnement en énergie

Le Gouvernement veut encourager les entreprises à s'approvisionner en énergie directement auprès d'un fournisseur d'énergie renouvelable à travers des contrats à long terme.

Cette mesure permettra aux entreprises de consommer de l'énergie produite à partir de ressources renouvelables dont les prix sont non seulement stables mais actuellement en-dessous des prix d'électricité du marché.

Au cas où les prix du marché passeraient en-dessous des prix retenus dans un contrat à long terme, le Gouvernement va prévoir des aides qui couvriront la différence de prix pour les secteurs particulièrement exposés au risque d'un désavantage concurrentiel.

Abolition de l'acompte sur cotisations de sécurité sociale

Au 1^{er} janvier 2023, l'acompte sur cotisations de sécurité sociale est aboli pour les

employeurs, exploitants agricoles et les indépendants.

Cette mesure constitue un allègement de la charge des cotisations de sécurité sociale dont le montant correspondant permet dès lors de disposer des liquidités nécessaires au financement de la prochaine tranche indiciaire.

Amendement du projet de loi 8016 portant transposition de la directive européenne sur la conciliation entre vie professionnelle et privée

L'État s'engage à rembourser 50 % du coût total des deux nouveaux congés extraordinaires qui seront introduits via le projet de loi 8016, à savoir le congé d'aidant et le congé pour raisons de force majeure liée à des raisons urgentes et imprévues.

Compensation pour le paiement d'une 3^e tranche indiciaire en 2023

Le STATEC prévoit actuellement le paiement de 2 tranches indiciaires en 2023.

Si une 3^e tranche indiciaire serait due au cours de l'année 2023, le Gouvernement s'engage à compenser entièrement son impact financier pour les entreprises.

Clauses de rendez-vous pour une nouvelle Tripartite nationale

Le Gouvernement s'engage à convoquer une nouvelle réunion du Comité de coordination tripartite au cas où :

- la situation économique et sociale venait à s'empirer significativement au cours de l'année 2023 ;
- le STATEC établit au cours de l'année 2023 qu'un arrêt des mesures tripartites provoquerait un choc inflationniste en début 2024.



Die Regierung hat sich gemeinsam mit den Sozialpartnern auf ein historisches Paket in Höhe von 1,1 Milliarden € geeinigt, mit dem die Inflation erheblich gebremst und Haushalte und Unternehmen durch spezifische Maßnahmen unterstützt werden können.

Maßnahmen zugunsten der Haushalte

Vollständige Beibehaltung der automatischen Indexierung

Jede zukünftige Indextranche wird gemäß dem gesetzlichen Rahmen angewendet (Anwendung einer Indextranche von +2,5%, sobald die Inflation 2,5% des Verbraucherpreisindex erreicht hat).

Beibehaltung der Steuergutschrift für Energie (CIE)

Die verschobene Indextranche vom Juli 2022 findet garantiert zum 1. April 2023 Anwendung und als Ausgleich wird die Energiesteuergutschrift (CIE) bis März 2023 weiter ausbezahlt.

Dasselbe gilt für das Steuergutschriftäquivalent (ECI) von 84 € für Empfänger des Pauschalbetrags des Einkommens für soziale Eingliederung (REVIS).

Anpassung des sozialen Mindestlohns

Über die künftigen Indextranchen hinaus verpflichtet sich die Regierung, den sozialen Mindestlohn zum 1. Januar 2023 um 3,3% zu erhöhen.

Beibehaltung der erhöhten Teuerungszulage

Im Jahr 2023 bleibt die Teuerungszulage für Haushalte mit niedrigem Einkommen auf:

- 1.652 € für eine alleinstehende Person;
- 2.065 € für einen Haushalt von zwei Personen;
- 2.478 € für einen Haushalt von drei Personen;
- 2.891 € für einen Haushalt von vier Personen;
- 3.304 € für einen Haushalt von fünf oder mehr Personen.

Verlängerung der Energieprämie für 2023

Auch 2023 können Haushalte mit geringem Einkommen weiterhin eine Energieprämie er-

halten, deren Höhe zwischen 200 € und 400 € liegt und je nach Zusammensetzung und Einkommen des Haushalts variiert.

Diese Prämie ist steuer- und sozialversicherungsfrei und richtet sich an Personen, deren Bruttoeinkommen die um 25% erhöhten Grenzwerte der Teuerungszulage nicht überschreitet.

Personen, die die Teuerungszulage erhalten oder einen Antrag auf Teuerungszulage stellen und die Anspruchsvoraussetzungen erfüllen, erhalten automatisch auch die Energieprämie. Wird ein Antrag auf Teuerungszulage wegen Überschreitung der Einkommensgrenze abgelehnt, wird automatisch geprüft, ob dennoch die Anspruchsvoraussetzungen für die Energieprämie erfüllt sind.

Deckelung des Gaspreisanstiegs auf +15%

Von Oktober 2022 bis Dezember 2023 wird der Gaspreisanstieg durch einen staatlichen Beitrag auf +15% im Vergleich zum durchschnittlichen Preisniveau von September 2022 limitiert.

Diese Maßnahme dämpft die Folgen der angekündigten Gaspreiserhöhungen auf Haushalte und bremst die Inflation erheblich. Von der Maßnahme profitieren alle Kunden mit einem Gaszähler mit einem Durchfluss von weniger als 65 m³ Gas pro Stunde.

Kunden, die an ein Fernwärmenetz angeschlossen sind, werden in die Maßnahme mit einbezogen.

Außerdem übernimmt der Staat bis Dezember 2023 weiterhin die Netzkosten für die Gasversorgung.

Stabilisierung des Strompreises

Für das gesamte Jahr 2023 werden die Preise für Elektrizität für Haushalte mit einem Verbrauch von weniger als 25.000 Kilowattstunden im Jahr auf dem Niveau von 2022 stabilisiert.

Erhöhung der Subvention für Heizöl auf 15 ct/l

Ab November 2022 bis Dezember 2023 wird der staatliche Zuschuss von 7,5 ct/l auf den Heizölpreis auf 15 ct/l verdoppelt.

Vorübergehende Senkung der Mehrwertsteuer

Für das gesamte Jahr 2023 senkt die Regierung die Mehrwertsteuer (MwSt.) um 1%. Der normale Mehrwertsteuersatz sinkt somit von 17% auf 16%, der mittlere Satz von 14% auf 13% und der ermäßigte Satz von 8% auf 7%. Der stark ermäßigte Satz bleibt bei 3%.

Untersuchung einer Subvention für Flüssiggas

Die Regierung wird die Notwendigkeit, Zweckmäßigkeit und technische Machbarkeit einer Subvention für Haushalte analysieren, die Flüssiggas in Tanks (Propan tanks für Haushalte) zum Heizen von Gebäuden nutzen.

Staatliche Beteiligung an den gestiegenen Energiekosten von Pflegeheimen und anderen Einrichtungen

Vom 1. Oktober 2022 bis zum 31. Dezember 2023 beteiligt sich der Staat an dem Anstieg der Energiekosten von integrierten Seniorenzentren (CIPA), Einrichtungen für betreutes Wohnen und psycho-geriatrischen Tageszentren.

Der Beitrag wird pro Einrichtung auf Basis der tatsächlichen Kosten des letzten Quartals 2022 und des Jahres 2023 im Vergleich zum durchschnittlichen Verbrauch in einem Referenzzeitraum von 2019 bis Juni 2022 berechnet.

Im Gegenzug verpflichten sich die betroffenen Anbieter, keine Tarifierhöhungen vorzunehmen, mit Ausnahme einer möglichen Indexanpassung.

Maßnahmen zur Beschleunigung der Energiewende

Nachhaltige energetische Sanierung

Für alle Anträge auf eine grundsätzliche Zustimmung, die zwischen dem 1. November 2022 und dem 31. Dezember 2023 gestellt werden: Zuschlag von 25% auf „Klimabonus“-Förderungen für energetische Sanierungen.

Austausch von Heizkesseln

Bei Auftragserteilung zwischen dem 1. November 2022 und dem 31. Dezember 2023: Erhöhung des Zuschusses auf 50% für „Klimabonus“-Förderungen, die beim Austausch eines mit fossilen Energieträgern betriebenen

Heizkessels oder einer Elektroheizung durch eine auf erneuerbarer Energie basierende Heizungsanlage (Wärmepumpe, Hybridwärmepumpe und Holzessel) mit einer Verbesserung der Energieeffizienz vergeben werden.

Photovoltaikanlagen

Für alle Aufträge zwischen dem 1. November 2022 und dem 31. Dezember 2023: Zuschlag von 25% auf „Klimabonus“-Förderungen, die für Photovoltaikanlagen gewährt werden, unter der Bedingung, dass die Anlage auch zum Eigenkonsum nutzt oder Teil einer Energiegenossenschaft ist.

Anwendung des ermäßigten Mehrwertsteuersatzes von 3% auf neue Photovoltaikanlagen mit Rechnungsstellung nach dem 1. Januar 2023.

Die Vergütungsdegression bei neuen Anlagen wird ab dem 1. Januar 2023 ausgesetzt werden.

Pellets

Maßnahme zur Dämpfung des Preisanstiegs bei Pellets für Haushalte, die mit dieser Energiequelle heizen.

Maßnahmen für Unternehmen

Hilfen für besonders von steigenden Energiepreisen betroffene Unternehmen

Bereits gewährte Beihilfen für die betroffenen Unternehmen werden ausgeweitet, um den Abschluss langfristiger Verträge zu erleichtern und sie damit weniger abhängig von Energiepreisschwankungen machen.

Die Regierung will sich auf EU-Ebene für ein „Level playing field“ für luxemburgische Unternehmen, im Vergleich zu europäischen Mitbewerbern, die aufgrund von Unterstützungsleistungen in ihren Standortländern einen Wettbewerbsvorteil haben, einsetzen.

Änderung der Beihilferegelung von besonders von steigenden Energiepreisen betroffene Unternehmen

Die mit dem Gesetz vom 15. Juli 2022 eingeführte staatliche Beihilfe für energieintensive Unternehmen wird in Bezug auf den Referenzzeitraum zur Bestimmung der Energieintensität der Unternehmen geändert.

Vorbehaltlich der Genehmigung durch die EU-Kommission wird der neue Referenzzeitraum künftig der Monat, für den ein Beihilfeantrag gestellt wird, und nicht mehr das Jahr 2021 sein.

Zur Erinnerung: Die Beihilfe deckt 30% der förderfähigen Kosten ab und darf einen

Höchstbetrag von 2 Mio. € pro Unternehmen nicht überschreiten. Eine Erhöhung dieser Beihilfe ist möglich, wenn das Unternehmen erhebliche Betriebsverluste erleidet oder wenn das Unternehmen in Branchen oder Unterbranchen tätig ist, die besonders stark von steigenden Energiepreisen betroffen sind.

Neue Energiehilfen für Unternehmen

Vorbehaltlich einer Verlängerung des „Temporary Crisis Framework“ der EU und der Genehmigung durch die EU-Kommission wird der Staat eine neue Beihilfe einführen, um Unternehmen zu unterstützen, deren Energiekosten mindestens 2% ihres Umsatzes in dem Monat ausmachen, für den ein Antrag gestellt wird.

Ab Preissteigerungen von 80% bei Gas oder Strom im Vergleich zu 2021 kann ein Zuschuss in Höhe von 70% der Kosten gewährt werden, die über die 80% hinausgehen.

Der Zuschuss ist auf 500.000 € begrenzt und gilt bis Juni 2023.

Anpassung der Steuervergünstigung für Investitionen

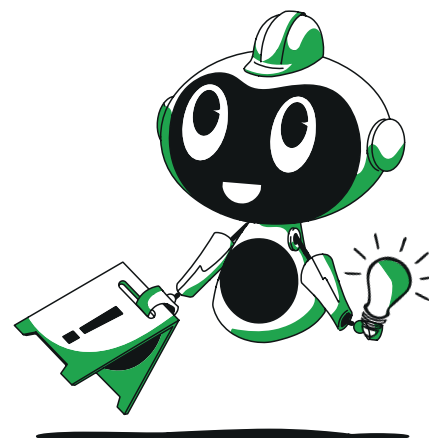
Die Steuervergünstigungen für Investitionen werden grundlegend modernisiert, um Unternehmensinvestitionen in die digitale Transformation oder im Rahmen eines Pro-

jekts zur Energie- und Umweltwende zu fördern.

Diese Anpassung erfolgt haushaltspolitische Auswirkungen und wird ab dem Jahr 2024 gelten.

Förderung des Eigenverbrauchs von Photovoltaikstrom

Um Unternehmen vor Strompreisschwankungen zu schützen, will die Regierung mehr Anreize für Unternehmen schaffen, ihre Energie ganz oder teilweise selbst zu erzeugen.



Unterstützung von langfristigen Verträgen für die Energieversorgung

Die Regierung will durch langfristige Verträge Unternehmen unterstützen, ihre Energie direkt von Anbietern erneuerbarer Energien zu beziehen.

Dies ermöglicht es Unternehmen, Energie aus erneuerbaren Ressourcen zu beziehen, deren Preise nicht nur stabil sind, sondern derzeit sogar unter den Marktpreisen liegen.

Sollten die Marktpreise unter die in einem langfristigen Vertrag festgehaltenen Preise fallen, sieht die Regierung Beihilfen vor, die die Preisdifferenz für Sektoren abdecken, die dem Risiko eines Wettbewerbsnachteils besonders ausgesetzt sind.

Abschaffung der Vorauszahlung auf Sozialversicherungsbeiträge

Am 1. Januar 2023 wird die Vorauszahlung auf Sozialversicherungsbeiträge für Arbeitgeber, Landwirte und Selbstständige abgeschafft.

Dadurch wird die Belastung durch Sozialversicherungsbeiträge verringert, und der entsprechende Betrag ermöglicht es, die für die Finanzierung der nächsten Indextranche erforderliche Liquidität bereitzustellen.

Änderung des Gesetzesentwurfs 8016 zur Umsetzung der EU-Richtlinie über die Vereinbarkeit von Berufs- und Privatleben

Der Staat verpflichtet sich 50% der Kosten

für die beiden neuen im Gesetzesprojekt 8016 vorgesehenen Sonderurlaube zu erstatten, nämlich der Urlaub für pflegende Angehörige und der Urlaub aufgrund höherer Gewalt aus dringenden familiären Gründen.

Ausgleich für bei Zahlung einer 3. Indextranche im Jahr 2023

Das STATEC geht derzeit von 2 Indextranchen im Jahr 2023 aus.

Sollte im Laufe des Jahres 2023 eine 3. Indextranche fällig werden, verpflichtet sich die Regierung, deren finanziellen Folgen auf die Unternehmen vollständig zu kompensieren.

Terminklauseln für eine neue nationale Tripartite

Die Regierung verpflichtet sich, erneut den Koordinierungsausschuss der Tripartite einzuberufen, falls:

- sich die sozioökonomische Lage im Laufe des Jahres 2023 signifikant verschlechtert;
- das STATEC im Laufe des Jahres 2023 feststellt, dass eine Beendigung der Tripartite-Maßnahmen Anfang 2024 einen Inflationsschock auslösen würde.



RAPPEL : CRÉDIT D'IMPÔT ÉNERGIE ENERGIESTEUERGUTSCHRIFT

A titre de rappel, le crédit d'impôt énergie (CIE) est versée d'août 2022 à mars 2023 à titre de compensation pour le report de la tranche indiciaire de juillet 2022 à avril 2023.

Le CIE reste dû même si une nouvelle tranche indiciaire sera payée avant avril 2023. Le CIE se présente comme suit :

Zur Erinnerung: Die Energiesteuerergutschrift (CIE) wird von August 2022 bis März 2023 als Ausgleich für die Verlegung der Indextranche von Juli 2022 auf April 2023 gezahlt.

Die Energiesteuerergutschrift (CIE) bleibt auch dann geschuldet, wenn eine neue Indextranche vor April 2023 ausbezahlt wird. Diese stellt sich wie folgt dar:

Revenu Brut mensuel Monatl. Bruttoeinkommen	Montant net mensuel Monatl. Nettobetrag
Montants fixes Festbeträge	
78 € - 3.666,67 €	84 €
Montants dégressifs (tranche de revenu de 44.001 € à 68.000 €) Degressive Beträge (Einkommensstufe 44.001 € - 68.000 €)	
3.750 €	83,67 €
4.000 €	82,67 €
4.166,67 €	82 €
4.500 €	80,67 €
4.583,33 €	80,33 €
5.000 €	78,67 €
5.416,67 €	77 €
5.500 €	76,67 €
5.666,67 €	76 €

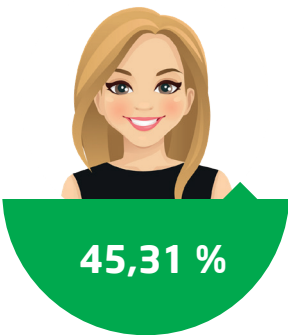
Revenu Brut mensuel Monatl. Bruttoeinkommen	Montant net mensuel Monatl. Nettobetrag
Montants dégressifs (tranche de revenu de 68.001 € à 100.000 €) Degressive Beträge (Einkommensstufe 68.001 € - 100.000 €)	
5.833,33 €	71,26 €
6.000 €	66,51 €
6.250 €	59,39 €
6.500 €	52,26 €
6.666,67 €	47,51 €
7.000 €	38,01 €
7.083,33 €	35,64 €
7.500 €	23,77 €
7.916,67 €	11,89 €
8.000 €	9,52 €
8.333,33 €	0,02 €



EXEMPLES DE CALCUL | RECHENBEISPIELE

Classe d'impôt I | Steuerklasse I

Revenu brut mensuel Monatl. Bruttolohn	Indexation Index Augmentation nette Nettoerhöhung	CIE Augmentation nette Nettoerhöhung	Gain net mensuel Monatl. Nettogewinn
2.313,38 €	42,22 €	84,00 €	41,78 €
2.500,00 €	44,31 €	84,00 €	39,69 €
2.776,05 €	45,62 €	84,00 €	38,38 €
3.000,00 €	47,86 €	84,00 €	36,14 €
3.500,00 €	51,10 €	84,00 €	32,90 €
4.000,00 €	53,75 €	82,67 €	28,92 €
4.500,00 €	56,99 €	80,67 €	23,68 €
5.000,00 €	63,74 €	78,67 €	14,93 €
5.500,00 €	70,48 €	76,67 €	6,19 €



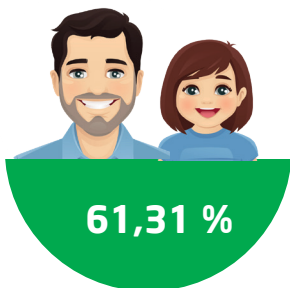
**Concerne 31.033 sur 68.446 célibataires
soit 45,31 % des célibataires
Dies betrifft 31.033 von 68.446 Alleinstehenden
also 45,31 % der Alleinstehenden**



Classe d'impôt IA | Steuerklasse IA

Monoparental

Revenu brut mensuel Monatl. Brutto Lohn	Indexation Index Augmentation nette Nettoerhöhung	CIE Augmentation nette Nettoerhöhung	Gain net mensuel Monatl. Nettogewinn
2.313,38 €	43,53 €	84,00 €	40,47 €
2.500,00 €	46,01 €	84,00 €	37,99 €
2.776,05 €	46,96 €	84,00 €	37,04 €
3.000,00 €	46,66 €	84,00 €	37,34 €
3.500,00 €	44,10 €	84,00 €	39,90 €
4.000,00 €	50,15 €	83,00 €	32,85 €
4.500,00 €	56,99 €	81,00 €	24,01 €
5.000,00 €	63,74 €	79,00 €	15,26 €
5.500,00 €	70,58 €	77,00 €	6,42 €



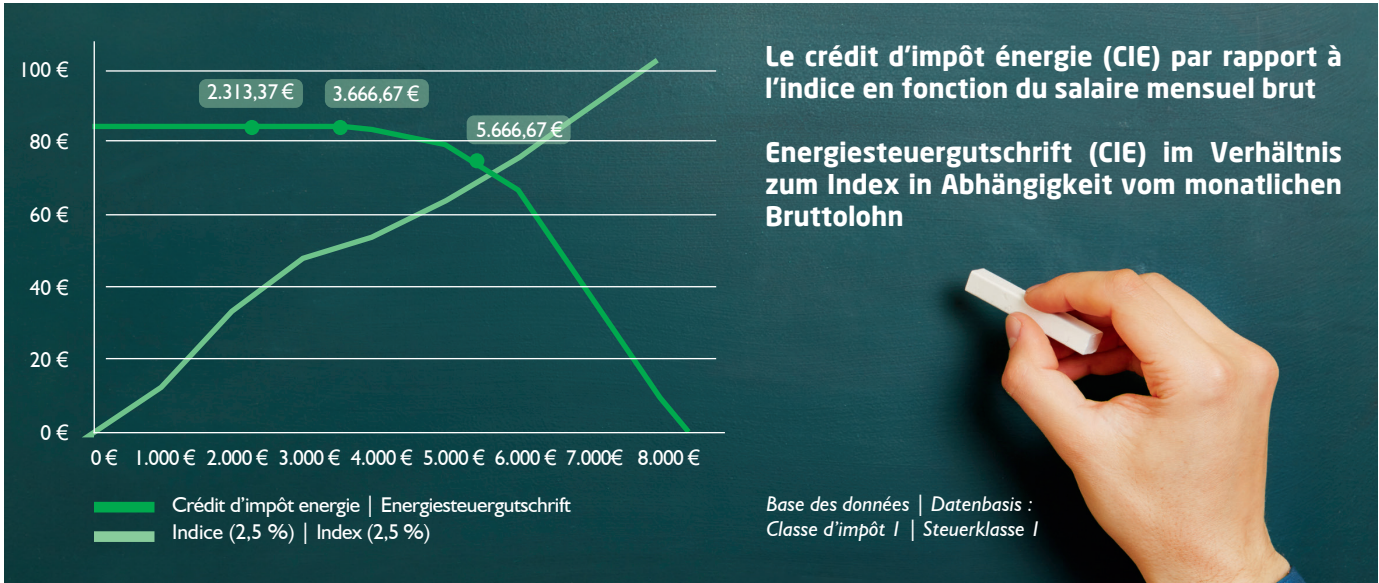
**Concerne 9.056 sur 14.771 familles monoparentales
soit 61,31 % des monoparentaux**
**Dies betrifft 9.056 von 14.771 Alleinerziehenden
also 61,31 % der Alleinerziehenden**

Classe d'impôt 2 | Steuerklasse 2 1^{ère} carte d'impôt | 1. Steuerkarte

Revenu brut mensuel Monatl. Bruttolohn	Indexation Index Augmentation nette Nettoerhöhung	CIE Augmentation nette Nettoerhöhung	Gain net mensuel Monatl. Nettogewinn
2.313,38 €	46,43 €	84,00 €	37,57 €
2.500,00 €	50,11 €	84,00 €	33,89 €
2.776,05 €	54,76 €	84,00 €	29,24 €
3.000,00 €	58,36 €	84,00 €	25,64 €
3.500,00 €	67,40 €	84,00 €	16,60 €
4.000,00 €	74,25 €	83,00 €	8,75 €

Classe d'impôt 2 | Steuerklasse 2 2^e carte d'impôt | 2. Steuerkarte

Revenu brut mensuel Monatl. Bruttolohn	Indexation Index Augmentation nette Nettoerhöhung	CIE Augmentation nette Nettoerhöhung	Gain net mensuel Monatl. Nettogewinn
2.313,38 €	43,13 €	84,00 €	40,87 €
2.500,00 €	46,66 €	84,00 €	37,34 €
2.776,05 €	51,21 €	84,00 €	32,79 €
3.000,00 €	55,36 €	84,00 €	28,64 €
3.500,00 €	64,80 €	84,00 €	19,20 €
4.000,00 €	74,26 €	83,00 €	8,74 €





Impressum :

LCGB

**11, rue du Commerce
L-1351 Luxembourg**

LCGB INFO-CENTER

☎ 49 94 24 222

✉ infocenter@lcgb.lu

WWW.LCGB.LU